

Direction Environnement, Grands Projets, Recherche  
Service Environnement et Aménagement du Territoire

Marseille, le

**19 OCT. 2021**

Dossier suivi par : Claudine TREZZY

Tél. : 0413316469

Fax. : -

Mél : claudine.trezzy@departement13.fr

Fichier : \novea cg13\INDDS\DEGPR\_408\SEAT\POLE TERRITOIRES

BIODIVERSITE NATURE/RISQUES\Inondation\PPRI\Arcleour PPRi

Simiane et Cabriès 18.10.21.docx

**Monsieur Jean-Philippe D'ISSERNIO**  
**Directeur Départemental des Territoires et de la**  
**Mer**  
16, rue Antoine Zattara  
13332 Marseille cedex 03

Monsieur le Directeur,

Je vous remercie d'avoir sollicité le Département des Bouches-du-Rhône dans le cadre de la consultation des Personnes et Organismes Associés (POA) sur les projets de PPRi relatifs aux communes de Simiane-Collongue et Cabriès.

Afin d'alimenter de manière constructive l'enquête publique, je vous prie de bien vouloir intégrer les avis techniques correspondants ci-joints.

Ils seront proposés à la Commission permanente de décembre 2021.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Directeur Général Adjoint  
Stratégie et Développement du Territoire

**Jean-Philippe MIGNARD**

## **Avis technique du Département des Bouches-du-Rhône sur le projet de Plan de prévention des inondations (PPRI) de la commune de Cabriès**

- Préambule :

Le Département considère, au vu du règlement et des précédents avis et échanges avec la DDTM13, que le projet de PPRI autorise, quel que soit le zonage réglementaire (y compris en zone rouge), la création d'infrastructures publiques de transport (y compris les installations, les équipements et les constructions nécessaires à leur fonctionnement, exploitation et entretien).

Aussi, il apparaît que les routes ne sont pas considérées comme des constructions et le règlement autorise de ce fait les gestionnaires de voiries à réaliser tous les travaux d'entretien et de réparation utiles pour remettre les voies en état à l'identique de l'existant quel que soit le zonage du PPRI.

Bien évidemment, l'ensemble des interventions du Département s'entend conformément aux réglementations en vigueur, notamment dans le respect de la transparence hydraulique pour les nouveaux ouvrages.

- Observations sur le règlement :

Il apparaît néanmoins dans les zones bleues foncées, bleues claires, oranges et rouges :

- La règle (c) de l'article 1 interdit « la reconstruction des biens détruits par l'effet d'une crue »

Cette règle est susceptible d'être bloquante pour les infrastructures de transport dans le cas où le gestionnaire de voies serait contraint d'effectuer des réparations provisoires de chaussées et la remise en état des ouvrages en cas de destruction ou dégradation suite à une crue.

- ⇒ Aussi, le Département, au regard de sa compétence voirie, **sollicite l'autorisation** explicite dans le règlement du PPRI de pouvoir réaliser tous les travaux d'entretien et de réparation utiles pour remettre les voies en état à l'identique de l'existant, quel que soit le zonage du PPRI.

- La règle particulière sur les infrastructures de transport (comprenant les installations, les équipements et les constructions nécessaires au fonctionnement, exploitation et entretien des infrastructures publiques de transport prescrit: « Les premiers planchers aménagés\* des constructions doivent être implantés au-dessus de la PHE + 20 cm. »

Or, les dispositifs de signalisation routière (mats de signalisation, signalisation de police et directionnelle, etc...) répondent à des règles d'implantation et de hauteur normalisées. Ainsi ils ne constituent pas réellement d'obstacle à l'écoulement des eaux en cas de crue.

- ⇒ C'est pourquoi, il faut s'assurer que les dispositifs de signalisation routière soient clairement autorisés dans le règlement du projet de PPRI de Cabriès du fait des règles spécifiques concernant leurs implantations et hauteurs normalisées.

- Point particulier sur l'élaboration des Plans d'alerte et d'intervention :

L'article 2 de ce chapitre « Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde » **prescrit** aux maîtres d'ouvrages des infrastructures routières publiques « *d'établir dans un délai de 3 ans un plan d'alerte et d'intervention, en liaison avec le SDIS et les autres services compétents de l'Etat, visant la mise en sécurité des usagers des voies publiques et établir un diagnostic de vulnérabilité des réseaux de TC et de transports de fluides* ».

Cette obligation a déjà été évoquée entre les services de la DDTM et ceux du Département.

**Si un tel plan doit être règlementairement élaboré dans les trois ans par les gestionnaires de voirie, le pilotage et la coordination devra en être assurée par les services de l'Etat.**

**Remarques de forme dans le rapport de présentation :**

- Certaines données chiffrées et références de lieux, décrites dans le rapport ne correspondent pas à la commune de Cabriès.

- Sur le rapport de présentation du PPRI de Cabriès :

P.9 (figure 3 « les cours d'eau concernés par l'étude) « le Grand Torrent » serait à repositionner sur la carte au nord du Bassin du Réaltor (et non au sud). De même les cartes de précision de l'aléa p. 45 à 48 qui concerneraient « le Grand Torrent » seraient plutôt celles relatives au « Baume de Baragne ».

## Avis technique du Département des Bouches-du-Rhône sur le projet de Plan de prévention des inondations (PPRi) de la commune de Simiane-Collongue

- Préambule :

Le Département considère, au vu du règlement et des précédents avis et échanges avec la DDTM13, que le projet de PPRi autorise, quel que soit le zonage réglementaire (y compris en zone rouge), la création d'infrastructures publiques de transport (y compris les installations, les équipements et les constructions nécessaires à leur fonctionnement, exploitation et entretien).

Aussi, il apparaît que les routes ne sont pas considérées comme des constructions et le règlement autorise de ce fait les gestionnaires de voiries à réaliser tous les travaux d'entretien et de réparation utiles pour remettre les voies en état à l'identique de l'existant quel que soit le zonage du PPRi.

Bien évidemment, l'ensemble des interventions du Département s'entend conformément aux réglementations en vigueur, notamment dans le respect de la transparence hydraulique pour les nouveaux ouvrages.

- Observations sur le règlement :

Il apparaît concernant les zones bleues foncées, bleues claires, oranges et rouges :

- La règle (c) de l'article 1 interdit « la reconstruction des biens détruits par l'effet d'une crue »  
Cette règle est susceptible d'être bloquante pour les infrastructures de transport dans le cas où le gestionnaire de voies serait contraint d'effectuer des réparations provisoires de chaussées et la remise en état des ouvrages en cas de destruction ou dégradation suite à une crue.  
⇒ Aussi, le Département, au regard de sa compétence voirie, **sollicite l'autorisation** explicite dans le règlement du PPRi de pouvoir réaliser tous les travaux d'entretien et de réparation utiles pour remettre les voies en état à l'identique de l'existant, quel que soit le zonage du PPRi.
- La règle particulière sur les infrastructures de transport (comprenant les installations, les équipements et les constructions nécessaires au fonctionnement, exploitation et entretien des infrastructures publiques de transport prescrit: « Les premiers planchers aménagés\* des constructions doivent être implantés au-dessus de la PHE + 20 cm. »  
Or, les dispositifs de signalisation routière (mats de signalisation, signalisation de police et directionnelle, etc...) répondent à des règles d'implantation et de hauteur normalisées. Ainsi ils ne constituent pas réellement d'obstacle à l'écoulement des eaux en cas de crue.  
⇒ C'est pourquoi, le Département **demande** à ce que ces dispositifs de signalisation routière soient clairement autorisés dans le règlement du projet de PPRi de Simiane-Collongue du fait des règles spécifiques concernant leurs implantations et hauteurs normalisées.

- Point particulier sur l'élaboration des Plans d'alerte et d'intervention :

L'article 2 de ce chapitre « Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde » **prescrit** aux maîtres d'ouvrages des infrastructures routières publiques « *d'établir dans un délai de 3 ans un plan d'alerte et d'intervention, en liaison avec le SDIS et les autres services compétents de l'Etat, visant la mise en sécurité des usagers des voies publiques et établir un diagnostic de vulnérabilité des réseaux de TC et de transports de fluides* ».

Cette obligation a déjà été évoquée entre les services de la DDTM et ceux du Département.

**Si un tel plan doit être réglementairement élaboré dans les trois ans par les gestionnaires de voirie, le pilotage et la coordination devra en être assurée par les services de l'Etat.**

**Remarques de forme dans le rapport de présentation :**

- De façon générale, il ressort que certaines données chiffrées et références de lieux, décrites dans le rapport ne correspondent pas à la commune du PPRi concerné.